

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

SAMEDI 6
DIMANCHE 7

DÉCEMBRE
1975

N° 52
1,50 F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

EDITORIAL

liberté pour les soldats et les militants syndicaux arrêtés

Dans sa lutte contre le mouvement des appelés, Chirac ne désarme pas. En traduisant devant la Cour de Sécurité de l'État les responsables départementaux CFDT de la Gironde et du Doubs, en faisant garder à vue d'autres militants syndicalistes accusés d'avoir soutenu le mouvement des soldats, le gouvernement montre l'ampleur de la répression qu'il voudrait engager. Et ce faisant, il montre la position de profonde faiblesse dans laquelle se trouve la classe dont il défend les intérêts.

Parce que c'est bien démentir ouvertement Bigeard, qui déclare partout que le mouvement des soldats se réduit à une poignée d'agitateurs gauchistes, que d'élargir comme le fait Chirac le cercle de la répression au point d'en venir à frapper les dirigeants syndicaux. Pour la première fois depuis bien longtemps des locaux syndicaux sont perquisitionnés, des dirigeants syndicalistes sont gardés à vue, dans une affaire concernant la sécurité de l'État.

La vigueur de la polémique entre le gouvernement et le PS, ne doit pas tromper. Le gouvernement ne craint guère la subversion «socialiste». Mitterrand, Rocard, Deferre ont d'ailleurs été suffisamment explicite là-dessus, se démarquant par tous les moyens du mouvement des soldats, n'hésitant pas à se référer à l'exemple de leur collègue socialiste Soarès qui s'illustre dans la répression des soldats progressistes dans l'armée portugaise. Non ce que craint par dessus tout le gouvernement c'est que au-delà même de la période actuelle, l'armée ne soit plus un instrument assez efficace pour contrer le mouvement d'ensemble de la classe ouvrière qui est en train de mûrir. C'est la peur que des soldats se solidarisent rapidement avec un tel mouvement et fassent échouer le projet réactionnaire de réprimer avec l'armée le développement de la lutte des classes.

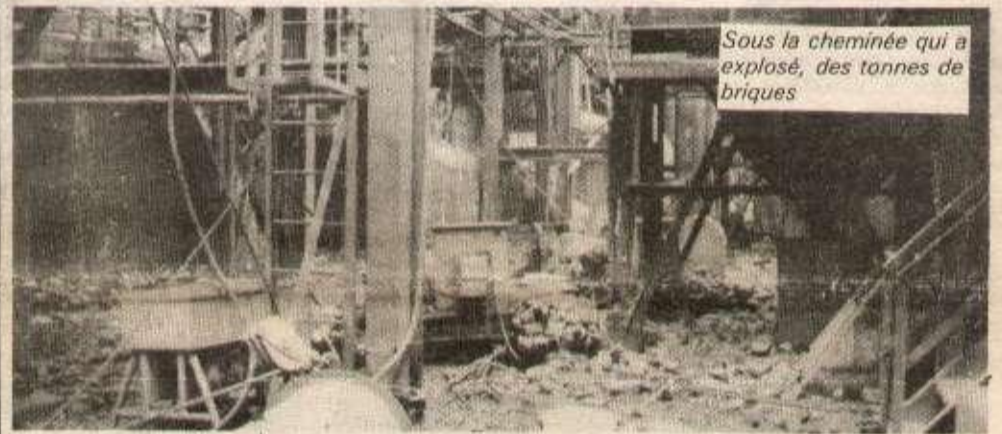
En mai 68, alors que la crise n'avait pas le caractère profondément politique qu'elle revêt aujourd'hui, De Gaulle n'avait pas hésité à s'assurer lors de son voyage à Baden Baden, le soutien des troupes stationnées en Allemagne. Giscard aujourd'hui ne se sent pas assuré d'un tel soutien. Parce que les appelés prennent conscience de plus en plus clairement du rôle que la bourgeoisie entend leur faire jouer. Parce qu'aussi dans le cadre des rivalités entre les différents clans bourgeois, l'existence au sein d'une organisation animée par le PS et Charles Hernu, crée les bases d'une désorganisation de l'armée bourgeoise. C'est pour couper court à toute «portugualisation» de l'armée demain, que le gouvernement élargit aujourd'hui la répression et tente de réaffirmer à tous les niveaux son autorité dans l'armée.

Aujourd'hui, les choses sont claires ! Le libéralisme giscardien et ses réformes en trompe l'œil ont fait long feu. «La France gouvernée au centre» dont se réclame Giscard, c'est le matraquage sauvage des grévistes du «Parisien Libéré», c'est l'intervention systématique de la police et des commandos patronaux contre les luttes ouvrières, d'Air France à Paris-Rhône, c'est le renforcement accéléré des corps de police, justifié à coups de sondages truqués et de campagnes anti-jeunes fabriquées de toutes pièces... Le «centre» de M. Giscard d'Estaing, c'est son service d'ordre issu d'Ordre Nouveau, c'est le rassemblement de l'extrême-droite sous la houlette de Poniatowski, c'est l'alliance avec Juan Carlos le continuateur zélé du franquisme sans Franco.

Contre ce gouvernement réactionnaire, pour obtenir la libération des soldats et des militants syndicaux emprisonnés, pour la défense des libertés que nous avons conquises dans la lutte, mobilisons-nous !

Sacilor la colère des travailleurs

suite
page 3



Sous la cheminée qui a explosé, des tonnes de briques

Les visages des ouvriers sont durs. Dans les regards, l'écœurement, la colère. Pas question que quiconque travaille, et surtout pas les cadres qui seraient prêts à passer sur le corps des ouvriers pour la production. Alors toutes les portes sont bloquées. J'étais jeudi, 15 H du matin au portier deux.

La veille, tous ont été glacés par les «coups de canon» : la cheminée du four n° 5 explosait et 11 ouvriers étaient ensevelis sous les tonnes de briques que représentent 30 mètres de cheminée. C'est un miracle qu'il n'y ait eu que trois morts. Vingt minutes plus tard, c'était la distribution du casse-croûte au même endroit, entre deux fours, et à côté d'un Cowper où les risques sont toujours importants.

L'ODIEUX ENCHAÎNEMENT DE LA LOGIQUE CAPITALISTE

Gandois, PDG de Sacilor a osé se montrer à la télé pour prononcer le mot «fatalité». Jamais il n'aurait pu le faire devant les ouvriers de son usine et il faudra bien lui faire payer un jour toutes ces «fatalités».

Reprenons l'histoire de Sacilor-Rombas.

Les huit hauts-fourneaux qui la composent sont déjà anciens. Pour les

rois de la sidérurgie, ils ne produisent pas assez, et ils utilisent trop d'ouvriers.

En utilisant la politique de chômage partiel, ils parviennent quand même à passer d'une production de 6 000 tonnes avec sept hauts-fourneaux, à plus de 3 000 tonnes avec seulement deux hauts-fourneaux et deux tiers des effectifs. Un programme de réfection est mis sur pied. En un an, le N° 5 est entièrement refait et «amélioré». «Trois morts. C'est une preuve que personne n'a le droit de constater. La preuve que dans

ce système, la technique ne sert que la productivité, et que plus les installations sont modernes, plus elles sont dangereuses». Le haut-fourneaux qui parle a 15 ans de métier.

Bientôt le N° 5 devait refonctionner. Bientôt

c'est-à-dire en janvier, puisque Sacilor a prévu une nouvelle période de chômage partiel. On procède néanmoins au chauffage du four. Pour cela, il faut d'abord chauffer les briques du Cowper, qui elles-mêmes doivent chauffer l'air sous pression destinée à assurer la combustion dans le four Martin.

«Mercredi à 6 h, la direction sait qu'il y a danger. Elle prévient les chefs d'équipe qu'il ne faut plus passer sur les passerelles qui surplombent l'installation. Rien n'est dit au sujet de celles qui mènent à la «machine à café». Bien plus, les ouvriers de l'entretien d'entretien du four ne savent rien. Peu de temps après, un ouvrier remarque que la cheminée gonfle. Il le signale en vain. A 18 h 15, le Cowper est allumé manuellement. Vers 8 h 30, la cheminée explose.

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE SOLIDAIRE DES GRÉVISTES DU PARISIEN LIBÉRÉ

Le Quotidien du Peuple n'est pas paru hier. Nous avons ainsi tenu à exprimer notre solidarité avec les travailleurs du Parisien Libéré, en lutte depuis plus de 9 mois, sauvagement agressés jeudi soir

par les forces de répression.

Nous rendons compte par ailleurs de la manifestation de soutien aux grévistes qui s'est déroulée hier matin à Paris.

la vie du journal

DANS NOTRE COURRIER

ÉCRIVONS TOUS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE !

A Salins, c'est comme dans toutes les petites villes de province, un très grand nombre de travailleurs de l'artisanat ou du petit commerce subissent encore plus féroce du fait de leur isolement, l'exploitation et la cupidité de certains patrons. Le chômage généralisé favorise d'autant plus la pression qu'on peut exercer sur eux.

Les formes de cette exploitation sont nombreuses et beaucoup parmi nous peuvent en fournir la preuve. Il y a tout d'abord les salaires, en principe très bas, et en retard sur de nombreux autres secteurs. Ce qui est sans doute encore plus flagrant, ce sont les conditions de travail : par exemple à l'embauche, le patron indiquera un certain horaire de travail théorique en précisant parfois que cet horaire « peut être un peu dépassé en cas de bourre » mais que dans ce cas le travail supplémentaire serait largement rétribué. Or, dans les faits, c'est jusqu'à souvent deux heures par jour que le travailleur devra effectuer pour parvenir à satisfaire à toutes les tâches qui lui sont demandées. Et il ne touchera jamais un centime de plus...

En cas de maladie aussi, il est de mauvais goût de ne pas

travailler jusqu'à la limite de ses forces sans se soucier de la détérioration générale de notre santé. Sur les formes de l'exploitation, la liste serait longue et peut-être fastidieuse mais déjà beaucoup se reconnaîtront dans ces quelques aspects.

Quels sont les moyens dont ces patrons disposent et jouent pour briser toute revendication juste et nécessaire ? Tout d'abord le paternalisme facile, car toujours fait uniquement de mots : on nous met dans le secret de leurs gros impôts et frais énormes pour nous montrer qu'ils sont eux aussi très exploités et que s'ils nous gardent, c'est par pitié, mais que nous devons tout faire pour rapporter plus et surtout ne pas trop demander afin que l'entreprise ne coule pas. Ne soyons pas dupes de ces singeries (de simples calculs démontrent le contraire). Le chantage au chômage fait aussi partie de leur panoplie : « si ça ne vous plaît pas, faites-vous embaucher à Fluo ». Quel... de mauvais goût ? Il y a aussi les belles promesses sans fondement ainsi que l'extorsion de la signature d'un contrat la plupart du temps à sens unique, ne garantissant que des droits de l'employeur. Ils vont même jusqu'au bluff sur certains de leurs droits tout à fait imaginaires. Il y a encore des

DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au : QUOTIDIEN DU PEUPLE en téléphonant au : 208 65 61 paris de 8 h. 30 à 13 h.

moyens de pression plus particulièrement odieux et malhonnêtes que beaucoup ont ou auront à subir (tricher sur les marchandises prises en compte par un vendeur afin qu'il se retrouve avec des manquants de caisse et que cela devienne une arme efficace contre lui). Mais l'arme la plus efficace qu'ils affectent particulièrement, c'est l'isolement et la division des travailleurs de ce genre d'entreprises. Et c'est justement pour cela que le Quotidien du Peuple peut devenir une arme réelle entre les mains des travailleurs combattifs et entraînant à leur tour les autres : tout d'abord, il peut nous permettre de rompre notre isolement à travers lui, en groupant nos témoignages et nos revendications, nous pouvons nous regrouper et mettre en commun les moyens de lutter contre toutes les formes d'exploitation. En regroupant les témoignages et les expériences personnelles de lutte, nous détruisons du même coup la division que l'on cherche à faire naître entre nous !

Ecrivons tous au QdP qui saura alors nous mettre en contact et du fait même de notre union nous permet de lutter efficacement contre l'exploitation permanente dont nous sommes victimes !

un lecteur de Salins (Jura)

gagnons la bataille de la diffusion

Nous ne pouvons compter sur la publicité ni sur la bienveillance de la bourgeoisie pour développer notre diffusion. Le contrôle, la propagande effectuée par tous les camarades et sympathisants du Parti, par les lecteurs eux-mêmes, voilà notre arme la plus efficace. C'est pourquoi il faut multiplier les collages d'affiches et autour des kiosques les bandeaux indiquant les points de vente. C'est pourquoi il faut discuter avec les marchands, les encourager à exposer correctement le journal.

Un autre aspect de la bataille de la diffusion est de procéder dans toute la période à un réajustement de la répartition du Quotidien dans les différentes localités. Ce réajustement est indispensable pour assurer un équilibre financier satisfaisant. Il s'agit, après une période nécessaire d'arrosage systématique, de préciser la répartition selon les premiers éléments que nous avons sur la diffusion : ainsi nous augmentons là où le journal se vend bien, nous réduisons là où les ventes sont faibles. S'appuyant sur le bilan de deux mois de diffusion, ce réajustement s'avère un moyen efficace de franchir une nouvelle étape dans l'élargissement de la diffusion du Quotidien du Peuple.

La nouvelle répartition, si elle s'avère nécessaire, doit s'effectuer sans délai. Une fois établie en accord avec le responsable NMPP ou Hachette, envoyez la modification du chiffre global au service des ventes sans oublier de rappeler le chiffre précédent ; par exemple : nous passerons de X journaux à Y journaux pour la ville de à la date du

En ce qui concerne l'installation, l'augmentation ou la diminution des ventes du journal, qui dépendent directement du service des ventes, n'oubliez pas d'indiquer : le nom, l'adresse et le numéro NMPP du kiosquier (ou libraire) concerné. Il faut absolument aussi faire part du chiffre précédent. Sans cela, il s'ensuit une perte de temps considérable.

Que tous les lecteurs qui veulent soutenir le Quotidien du Peuple participent à cet effort dans la mesure de leurs possibilités ! Le Quotidien du Peuple, c'est l'affaire de tous les travailleurs. Sa diffusion, elle est entre vos mains !

le service des ventes

UNE ENQUÊTE A FAIRE

Dans votre journal, il y a une enquête à faire sur les hausses scandaleuses du prix des loyers sous divers prétextes.

Le cas auquel je pense est celui d'une ancienne femme de ménage qui jusqu'alors payait 10 000 anciens francs par mois pour ses 35 m², un logement qui lui avait été cédé il y a 17 ans, par sa sœur. On s'aperçoit que le nom de l'occupant

ne coïncide pas. Une révision du loyer est alors effectuée : 35 000 anciens francs, oui, plus de 100 000 par trimestre. Je crois que les exemples similaires abondent. Je pourrais ajouter encore que la locataire concernée a 69 ans et a une retraite d'environ 30 000 anciens francs par mois...

une lectrice de Sochaux

Les vieux appartements ont des loyers réglementés par une loi de 1948. Les appartements concernés par cette loi ont régulièrement diminué : les plus confortables n'étant plus soumis à la réglementation. Pour savoir si l'immeuble dans lequel on habite est encore sous la loi de 48, il faut donc se renseigner à la mairie. A ma connaissance, il n'y a pas eu de nouveaux loyers libérés en juin dernier.

En ce qui concerne la retraite, il faudrait qu'elle demande la « surface corrigée », car de toute façon le changement de locataire ne permet pas au propriétaire de se libérer de la réglementation. Pour ces démarches voir à la mairie, ou l'assistante sociale.

S.L.

UN JOURNAL QUI DIT LA VÉRITÉ.

cela ne fait pas plaisir à tout le monde

Un journal qui dit la vérité, lieu d'expression de tous les travailleurs en lutte, cela ne fait pas plaisir à tout le monde... Jeudi 27 novembre, une camarade mène l'enquête pour le Quotidien du Peuple aux Forges de Gueugnon.

« C'est encore le Quotidien du Peuple, vous n'avez rien à foutre ici... Ce n'est pas une gamine qui doit nous dire ce que nous avons à faire ». C'est la direction de la CGT qui parle ainsi.

Aussitôt, la camarade est chassée manu militari.

Cela soulève la protestation de plusieurs travailleurs présents qui s'exclament : « alors, c'est ça 'la démocratie' » ; « Si vous l'empêchez de parler, c'est qu'elle dit vrai... vous avez peur ».

Cette attitude de la CGT n'a donc pas été à son grand profit.

La camarade a ainsi pu engager la discussion avec les travailleurs.

Le Comité France-Espagne de Montreuil organise un meeting de soutien aux luttes des peuples d'Espagne.

avec le soutien du FRAP samedi 6 décembre, à 16 h, 17, rue Hoche - Montreuil M° Mairie de Montreuil

Il y aura :

- une exposition photos,
• un montage vidéo,
• un chanteur espagnol,
• pièce jouée par la troupe des Hauts Plateaux.

la lutte contre l'expulsion de Bechir Arfaoui continue

Bechir Arfaoui, s'est présenté ce matin devant la commission spéciale d'expulsion à la préfecture de Police, assisté de son défenseur, Maître Yann Choucq, accompagné d'une importante délégation comprenant des personnalités syndicales et politiques, des représentants de la presse et des militants de diverses organisations immigrées et françaises.

La comparution devant la commission ne met pas un terme à la procédure d'expulsion. La lutte continue pour faire barrage à l'arbitraire policier.

(voir notre article p. 5)

Comité contre l'expulsion de Bechir Arfaoui meeting salle Lancry samedi 6 à 19 h

10 rue Lancry - M° République

en avant pour le douze pages six jours sur sept

Bon à envoyer au Quotidien du Peuple -service des ventes

Pour pouvoir me procurer le Quotidien du Peuple, chaque jour, à coup sûr, près de mon domicile ou de mon travail,

à la librairie (nom précis de la librairie)

au kiosque de Monsieur rue n° ville

Je connais d'autres acheteurs intéressés par le Quotidien. Veuillez donc en mettre en dépôt(nombre)

je souscris

10 F 50 F 100 F F

Nom Profession Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225 75 924 - Paris Cedex 19 CCP 23 132 48 F Paris

la crise dans la sidérurgie lorraine : les travailleurs accusent

SACILOR : LA COLÈRE
DES TRAVAILLEURS

SUITE DE LA PAGE 1

Eric BREHAT

Cela, aujourd'hui, tous les ouvriers le savent. Car chez ces hommes qui connaissent de bien plus près la sidérurgie que tous les experts des tribunaux, l'information et la réflexion collective s'est vite opérée.

Voici ce que me disait un haut-fourneux qui, ancien mineur, sait ce que sont les commissions d'enquête. «L'enquête judiciaire s'apercevra peut-être que l'humidité et le froid faisaient mal tirer la cheminée, que l'allumage s'est produit alors qu'il y avait trop de gaz, etc... mais ce n'est pas là la question. D'abord, un allumage, c'est toujours dangereux. Il est donc criminel de laisser une «machine à café» et des gars autour. Ensuite il y avait du gaz dans la cheminée, il fallait donc la purger. Enfin, parmi les copains tués, il y en a deux d'entreprises extérieures. Ce n'est pas un hasard. Ça évite à Sacilor d'embaucher, ça lui permet de faire travailler encore plus vite des gars qui ne savent pas le danger qu'ils courent. Pour comprendre cela, pas besoin d'être expert, il suffit d'être ouvrier».

LA BOURGEOISIE
MONTRE SA PEUR

Une des choses qui a le plus écoeuré les ouvriers, alors que tous étaient à l'affût de toutes informa-

tions, c'est la façon dont a été déformée cette information. Ainsi, la femme d'un soudeur qui travaillait sous la cheminée et qui doit la vie au fait qu'il a dû chercher un outil à l'atelier à cet instant, me disait : «J'ai essayé d'écouter toutes les radios. Le matin, ils en ont parlé à tous les flashes. Et peu à peu, ils en ont dit de moins en moins. C'est Gandois qu'on faisait parler. Et le soir, ils ne disaient même pas le nom des morts. Et je ne parle pas du «Républicain Lorrain» qui titre «Catastrophe imprévisible» et qui, dans ses statistiques «oublie» les morts d'entreprises extérieures (23 morts et pas seulement 12 en 75)». Pour un syndicaliste de Sacilor : «Ils ont peur que la vérité se sache en Lorraine, pour qu'elle se sache à la Sollac, à Wendel, à Dunkerque, à Fos... Mais la vérité, elle se saura, et vous pouvez y contribuer». Cette peur, elle se lisait aussi sur le visage d'un ingénieur divisionnaire qui, ce matin, avait tenté d'entrer et s'était fait rattraper par les ouvriers... La peur d'une classe.

LA RIPOSTE

Jean-Claude Melin, Chérif Rahal, Walter Ackermann, ne doivent pas être morts pour rien. Immédiatement après l'explosion, une partie de l'usine a débrayé. Il a fallu même retenir certains ou-

vriers qui voulaient lyncher le directeur et ses ingénieurs. Pourtant, toute l'usine n'avait pas débrayé. Le lendemain, il a fallu un piquet à chaque porte pour que personne ne travaille. Dans ce piquet, qui a d'ailleurs résisté à un assaut des cadres et de certains employés, beaucoup de non-syndiqués. C'est nouveau. Pourtant certains ouvriers restent indécis. A cela, une raison : le chantage à la crise, au chômage, la répression quotidienne contre les militants syndicaux. Deux voies s'affrontent. Pour certains délégués : «Il n'y a rien à faire, ils ne bougent que quand il y a trois morts». Pour d'autres, «Ça commence à changer. Aujourd'hui pour la première fois, on est au coude-à-coude entre Sacilor et les entreprises extérieures. Et ça discute dur. La période est propice». La journée de grève leur donne raison. Il suffisait de voir la détermination des cinq ouvriers qui barraient l'accès de la voie ferrée, alors qu'une dizaine de gros bras les menaçaient au nom de la liberté. C'est ce mot d'un jeune ouvrier, qui me faisait visiter l'usine, qui le montre le mieux : «Tu vois aujourd'hui on est les maîtres ici. Je peux tout te montrer. Mais bientôt, ce sera tous les jours qu'on sera les maîtres».

Non, camarades, vous n'êtes pas morts pour rien.

SACILOR le chantage
au chômage continue

Le directeur de Sacilor a annoncé la poursuite du chômage partiel pour janvier et peut-être février et mars 76... Dans le même temps, la presse bourgeoise fait beaucoup de bruit autour de certains secteurs où les mesures de chômage partiel ont été levées... en partie. Ainsi à Sollac, les services qui fabriquent pour les tôles de carrosserie, les «ronds torsadés» verront leurs horaires remonter. Est-ce à dire que les menaces de licenciements sont écartées ? Loin de là ! Voilà ce qu'on peut lire dans le «Républicain Lorrain» : «On est encore loin du bout du tunnel, mais on a passé le creux de la vague, pourtant malgré un début de remontée la reprise effective est encore lointaine» ; et dans «Lorraine Magazine» : «L'essentiel : tenir jusqu'au bout du tunnel» (journal du patronat sidérurgique). Ce charabia, les travailleurs l'ont traduit : «La reprise, c'est la carotte, si on se tient tranquille, alors on ne doit pas trop la souhaiter la sortie du tunnel, parce que, nous, on pourrait bien les y attendre...».

En effet, ces redémarrages par secteurs qu'on baptise «reprises», c'est la même poli-

tique que celle qui consiste à augmenter les cadences des uns pendant que les autres chôment ; c'est se servir de nous quand on en a besoin et nous rejeter ensuite. Ainsi la direction d'Usinor voudrait «disposer d'un capital horaire de 2 000 heures à répartir selon les besoins» ; en clair, ça veut dire 60 heures une semaine et 30 heures la suivante, au gré des patrons. Ça doit être le rêve de pas mal de patrons : disposer d'une classe ouvrière malléable, taillable et corvéable à merci. Autre exemple : Micheville, les horaires avaient été baissés de 43 à 40 heures, ensuite les patrons parlaient de redescendre à 32 heures, ça «bricolait» le samedi et le lundi, tandis qu'une entreprise, la Seuremec, réduisait effectivement à 32 heures tout en licenciant 18 travailleurs. Récemment des commandes sont arrivées (24 000 tonnes pour la Pologne et 26 000 pour la Hollande) ; aussitôt on remontait tout le monde à 40 heures, on ne bricolait plus le samedi et le lundi. La question qui se pose alors, c'est : «et après ces commandes, encore le chômage ? C'est en tout cas ce que voudraient les patrons : on donne un gros coup de bouffe pendant un moment puis on remet au chômage lu-

«Les patrons, ils nous prennent pour des cons, parce qu'ils nous font faire 40 heures puis 32, puis encore 40 heures. Ils se servent de nous comme des esclaves. Ça peut plus durer, il faut que ça pète ; il faut foutre les patrons dehors et que ça soit nous qui décidions, sans les patrons ni le PCF qui dit défendre nos intérêts mais qui nous met dedans à chaque fois». C'est ce que déclarait un travailleur de Seuremec à Micheville. Ce témoignage est bien le reflet de la colère qui monte partout, un sidérurgiste déclarait : «C'est pas vrai que la grève, ça arrange les patrons ; parce qu'ils ont besoin de vendre. Si on fait grève et qu'on bloque les parcs où il y a les stocks, tu les verras paniquer et on pourra les faire plier. Et pour empêcher qu'ils continuent à nous diviser en faisant repartir des services par moment, on demandera la baisse des horaires pour tous, mais sans diminution de salaire». Cette colère s'est bien accrue depuis avec la mort des camarades de Rombas, victimes de cette alternance meurtrière des cadences et du chômage.

Michel LORI

le peuple au quotidien

«LES BOITES DE LOCATION ?
DES MARCHANDS D'HOMMES»

Avec le chômage qui ne cesse de s'aggraver, le commerce honteux des travailleurs est florissant. Les bureaux d'interim se multiplient. Il suffit d'une pièce, d'un téléphone et de peu de scrupules pour ouvrir une entreprise de travail temporaire.

Ainsi dans la région de Thionville, Longwy, Metz, on peut en dénombrer plusieurs dizaines, voire une centaine ! Des plus connues comme Manpower à celles qui poussent comme des champignons dès qu'une pluie de licenciements vient combler leurs vœux et qui sont souvent tenues par des personnages odieux qui arrivent au trafic d'hommes après être passés par le vol, l'escroquerie etc...

Les patrons «honorables» qui bénéficient ainsi d'une main d'œuvre inorganisée, ne jouissant d'aucune convention collective, licenciable à tout moment. «Les boîtes de location elles nous filent aux entreprises comme si on était des kleenex, une fois qu'on a servi, on nous balance !». Marc est un habitué des «boîtes de location», il avait d'abord commencé à travailler pour elles pour les déplacements, les

Une cloison en contre-plaqué avec une planche qui sert de comptoir.

- C'est pour l'annonce, je suis ajusteur-mécano.

- On a plus rien dans l'ajustage, mais il nous faudrait 5 câbleurs !

- Je ne suis pas câbleur, je suis ajusteur.

- Oki, le câblage c'est pas dur, tu as déjà vu faire des armoires électriques, alors ça doit aller ; on te donne 10 frs de l'heure + 50 frs calendaires + le voyage.

- C'est où votre chantier ?

- Dans la Marne.

- Vous avez rien d'autre ?

- Non, rien avant 3 semaines, un mois et encore !

- Bon, j'accepte.

Le type sort un contrat et le remplit.

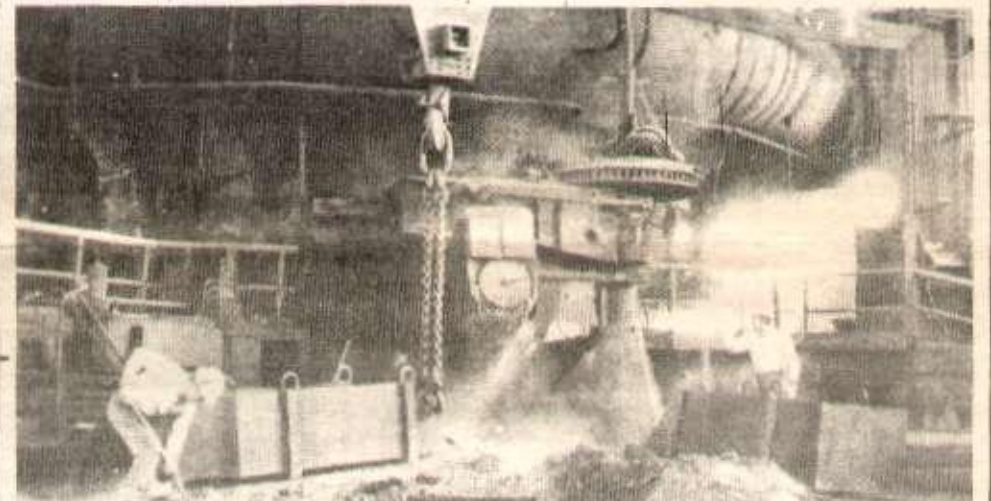
Qualification : électricien câbleur P3 !

A la lecture de l'article 6 Marc s'arrête.

Qu'est-ce que c'est que cette histoire que si j'arrête avant la fin du chantier, je vous dois 40 heures ?

- Oh, c'est rien, c'est pour éviter que des gars nous fassent des sales coups, nous aussi on paye les 40 heures si vous arrivez sur le chantier et qu'on ne vous garde pas.

Nous repartons rapidement, il est 9 heures. Marc doit être dans la Marne à



primes. Aujourd'hui, c'est ça ou le chômage total, sans indemnisation. Depuis plusieurs semaines Marc écume les agences, en vain. «Maintenant t'es obligé d'accepter n'importe quoi, même si c'est sans rapport avec ta qualification». A 7 heures du matin, il lit les annonces, presque toutes renvoient aux agences d'interim. Le répugnant Lorrain affiche glorieusement : 529 offres d'emploi et pour la plupart c'est ça qu'on trouve : «IMF» cherche pour chantier grands déplacements :

- 17 ajusteurs.
- 17 mécanos.
- 30 monteurs.
- 10 câbleurs, etc...

A quoi correspondent ces offres, il suffit de prendre l'écouteur quand Marc téléphone :

- Allo, IMF ?

- Oui.

- C'est au sujet de l'annonce, je suis ajusteur-mécanicien.

- Vous pouvez passer à nos bureaux à Metz ?

- Oui, mais je voudrais savoir plus précisément le lieu du chantier et le salaire.

- On ne peut rien vous dire par téléphone. Passez au bureau cet après-midi. Au revoir.

Marc raccroche.

«Ils veulent jamais rien dire parce qu'ils ont peur que ça soit une boîte concurrentielle qui veuille leur piquer un chantier». Une autre annonce : recherche ajusteurs-mécanos, câbleurs. Hauts salaires + primes + déplacements. Aussitôt nous partons en voiture pour Thionville où est le bureau d'interim. «Tu vois, dit Marc, si t'as pas de ronds pour le télégramme ou pour la voiture, tu peux pas trouver de boulot». Arrivés à Thionville, on trouve les bureaux. Devant la porte une superbe citroën SM, c'est celle du chef de l'agence.

Connentray à 14 heures. Le lendemain j'ai la surprise de revoir Marc. Au chantier j'ai pas eu le temps de mettre les bleus. Un gars m'a montré un schéma, j'y pigeais rien du tout, ils m'ont renvoyé...»

La journée ? Le patron de la boîte d'interim voudrait la rajouter sur la paye d'un prochain contrat. Après une courte discussion nous retournons à Thionville, et là, Marc furieux, présente les outils qu'ils lui avaient prêtés.

- Si vous voulez vous outils, payez moi tout de suite.

On lui a fait un chèque de 150 frs pour couvrir le voyage.

Toujours sans boulot, Marc recommence à téléphoner.

- Tu sais l'ajusteur-mécano, c'est l'OS de compétition, on le prend comme bon à tout ou bon à rien.

Bilan du téléphone : rien de rien, mais 19 frs dépensés ; finalement Marc se présente comme manoeuvre à la Betsi.

- Tiens, salut ; c'est le négrier qui parle, le vrai marchand de chien, j'ai rien pour toi, seulement comme manoeuvre, mais si tu prends la place d'ici 15 jours je t'envoie en Allemagne - une bonne place - Maintenant je t'envoie à Usinor - 7,55 de l'heure et 11,80 de panier. Si je te donne plus, je perds ma chemise. En ce moment c'est dur, moi je perds du pognon».

La place, Marc la gardera 3 jours, il arrachait l'herbe au parc à rail. Ils l'ont viré parce qu'il parlait trop avec les immigrés ! «Les boîtes de location, c'est tous des marchands de viande ! ces fumiers ont tous des morts sur la conscience, ils t'envoient faire des boulots que tu connais pas et les gros patrons ils s'en foutent parce que tu n'es pas syndiqué. Si tu essayes de discuter avec les gars de la boîte, c'est la porte».

politique

deux militants CFDT traduits en Cour de Sureté de l'Etat

LE FILM DES ÉVÉNEMENTS

BORDEAUX

Mercredi matin, une vingtaine de flics de la PJ pénètrent dans les locaux de la CFDT. Perquisition en règle : le courrier est ouvert, les feuilles d'une pétition pour la libération des soldats emprisonnés sont saisies. Tous les militants qui rentrent sont retenus et interrogés ; leur identité vérifiée. Michel Bourre, secrétaire général de l'Union Départementale CFDT, est conduit dans les locaux de la PJ de Bordeaux pour interrogatoire. Actuellement Bourre est incarcéré à Paris au Fort de l'Est et inculpé par la Cour de Sureté de l'Etat de « participation à une tentative de démoralisation de l'armée ».

BESANÇON

Comme à Bordeaux, les locaux syndicaux ont été perquisitionnés, les fichiers visités. G. Jussiaux, secrétaire permanent, après avoir été conduit au commissariat central, a été transféré à Paris et Bourre inculpé et incarcéré.

Les flics ont confisqué la pellicule d'un photographe de « L'Est Républicain » qui avait photographié Jussiaux lors de son transfert au commissariat. Un journaliste qui avait assisté à la conférence de presse clandestine annonçant la création d'une section syndicale au 19^e régiment du génie a été interrogé par la police.

Dans la nuit de mercredi, plusieurs militants syndicaux et révolutionnaires ont été arrêtés.

CHAUMONT

Le siège de la CFDT a été perquisitionné. Blondel, secrétaire général et deux autres militants ont été conduits au commissariat. Blondel est toujours gardé à vue.

STRASBOURG

A 7 H 15, des inspecteurs du SRPJ appréhendent à son domicile, M. Murer, militant CFDT, responsable de l'IDS (Information pour les Soldats) du Bas-Rhin. Une perquisition de son domicile est effectuée.

A. Jung, un autre militant CFDT, est interpellé sur son lieu de travail. Son domicile est aussi perquisitionné. Un appareil à ronéotyper est saisi.

Tous deux ont été conduits dans les locaux de la police judiciaire de Strasbourg. En fin d'après-midi, ils étaient transférés à Paris.

DIJON

Perquisition mercredi en fin de matinée à l'imprimerie LISA. Des plaques ayant servi à l'impression de tracts et des exemplaires de « Soldats en lutte » ont été mis sous scellés.

PERQUISITIONS, INTERROGATOIRES... DANS LA RÉGION PARISIENNE

- A Sevran, chez Roger Houlet (agent RATP), secrétaire de l'Union Locale CFDT, il est toujours retenu par la police.
- perquisition chez Bernard Petitjean, secrétaire permanent de l'Union Départementale CFDT de la Seine-Saint-Denis.
- Perquisition chez un militant de la fédération PTT de la CFDT, et un cheminot CFDT interpellé, à Noisy-le-Sec.
- Un syndicaliste CGT cheminot a également été interrogé et perquisitionné.

Mercredi 3 à 14 H une dizaine de camarades de l'UCJR interviennent à l'ANPE de Roubaix. Ils distribuent des tracts dénonçant les offres d'emploi pour l'armée et la police. Survient un car de police, les flics interpellent 2 camarades et déchirent le panneau collé auprès du bureau d'embauche. Soutenu par les travailleurs qui se regroupent autour d'eux les camarades poursuivent leur diffusion. Malgré cela les flics embarquent nos deux camarades.

Dès l'arrivée des deux camarades au commissariat central le commissaire divisionnaire en personne envoie un message radio au ministère de l'Intérieur.

Après l'intervention de la police ; devant l'ANPE les jeunes chômeurs présents ont arraché les panneaux de la police et de l'armée et les ont remplacé par des tracts de l'UCJR.

la riposte des travailleurs

à Paris

« Libérez nos camarades », « soldat, sous l'uniforme, tu restes un travailleur ! » C'étaient les principaux mots d'ordre de la manifestation à Paris de riposte aux arrestations de soldats et de militants CFDT. Deux jours seulement après les perquisitions dans les locaux de certaines unions locales CFDT, ce sont plus de dix mille manifestants, principalement regroupés sous les banderoles de sections CFDT, qui avaient tenu à descendre dans la rue. « Le gouvernement montre sa peur et sa faiblesse, parce que s'attaquer à un syndicat comme ils l'ont fait, c'était la meilleure façon de provoquer une riposte massive des travailleurs ». Pour ce postier, dont le cortège était en tête, il y a quand même quelques pro-

blèmes : « D'abord, la CGT n'a pas appelé. Sa direction devra rendre des compte là-dessus. Ensuite, quand on lance des mots d'ordre comme « à bas l'armée de guerre civile » ou « à bas l'armée briseuse de grève », qu'on est très repris, la sonne nous couvre immédiatement. Ils ont peur que Maire les entende... » Cela n'a pas empêché la manifestation d'être très combative, et plus loin, ces mots d'ordre que la direction confédérale CFDT considère comme « provocateurs » étaient repris.

Si cette manifestation n'avait pas encore mobilisé largement les travailleurs, elle montrait cependant par la rapidité de sa riposte que le mur de silence autour de la répression des soldats a été brisé.

A BESANÇON LE P«C»F ET LE PS S'OPPOSENT A LA MANIFESTATION DE SOUTIEN

Mercredi soir, plusieurs centaines de travailleurs de Lip, Zénith, Bourgeois, Schlumberger se sont retrouvés devant Goudimel (l'hôtel de ville) et ont manifesté jusqu'à la préfecture. Forte combativité : « Libérez Jussiaux... » « PJ-Ponia-Gestapo ». Ce n'est pas la personne de Jussiaux que les ouvriers venaient défendre mais leur organisation syndicale.

Jeudi, la CFDT fait appel à toutes les organisations

pour un grand rassemblement place Battant. Celles-ci dérobent. La CFDT fait donc seule la popularisation jusqu'à 14 heures. A ce moment, devant l'écho que l'appel suscite, la CGT et la FEN se rallient. Le PCF et le PS persistent dans leur refus. Le PCF déclare « On ne se mêle pas à des gauchistes... » La manifestation est parmi les plus importantes que Besançon ait jamais connues : 5 000 personnes.

Pendant la manifestation, nous avons rencontré des appelés. Ceux de la caserne Ruty lisaient le « Quotidien du Peuple », mais le rendaient après lecture par crainte de la répression. Ceux du 19^e RG étaient très surpris de la manifestation, ils ne sont tenus au courant de rien du tout, ils ne connaissent pas les perquisitions à la CFDT. Ils ont lu le « Quotidien du Peuple » mais ne l'ont pas emmené car ils sont fouillés en rentrant dans la caserne.

Des ouvriers d'Unimel sont venus à la manifestation, de retour à l'usine, on les a mis en chaîne, isolés, pour les empêcher de raconter aux autres ce qui s'était passé pendant la manifestation.



inconsistant, méprisant... et silencieux sur les problèmes de l'heure. Giscard a passé sous silence la répression contre les appelés

giscard inconsistant et méprisant

Giscard, au coin de son feu, avait surtout besoin de se montrer avec un certain visage. Annonçant que son plan de relance fait son effet il fallait qu'il rassure : « La situation s'améliore » dit-il avec le plus grand mépris de la réelle aggravation de celle des travailleurs. L'abaissement de l'âge de la retraite est un projet « social » qu'il devait évoquer pour masquer la nécessité de se débarrasser pour les travaux pénibles, des vieux travailleurs usés en les condamnant à une retraite misérable ; c'est l'intensification du travail pour ceux qui restent. Les collectivités locales ne servent que de motif à parler encore une fois de son fameux « changement ».

« J'ai engagé le gouvernement à une grande réflexion sur ce sujet... J'ai demandé au gouvernement d'engager une action sur la condition des travailleurs manuels... J'ai réfléchi depuis longtemps » à la régionalisation. Giscard se soucie manifeste-

ment d'affirmer son autorité vis-à-vis d'un gouvernement dont les membres depuis quelque temps ne cessent de se disputer révélant ouvertement la fragilité de la majorité présidentielle.

Et il a deux fois répété : « Les réformes continuent ». Il fallait bien qu'il insiste lourdement pour se donner une

image « libérale ». La France « est et sera gouvernée au centre ». Cette formule giscardienne signifie en réalité une politique chaque jour plus réactionnaire, plus répressive, plus cynique et méprisante pour les travailleurs.

C'est la politique de la matraque contre les travailleurs qui engagent la lutte, c'est la

Cour de Sureté de l'Etat contre les soldats du contingent et des syndicalistes, contre les mouvements autonomistes. Ce « pays de la liberté », c'est la liberté pour les patrons assassins.

Giscard c'est la « réforme » à la bouche et la matraque à la main pour nous exploiter et nous opprimer.

marche arrière sur la régionalisation

Giscard se réserve-t-il d'introduire son « changement » au niveau des collectivités locales ? « Rapprocher le pouvoir du citoyen et le citoyen du pouvoir... en commençant par la commune », dit-il.

Or les travailleurs n'ont pas plus de pouvoir dans une ville qu'ils n'en ont dans le pays. Cette formule giscardienne ne trompera personne. Le problème est ailleurs.

Les communes, et en

particulier les villes, sont de plus en plus concernées par des tâches d'équipement qui mettent en jeu des masses financières très importantes. Il n'est donc pas possible de laisser s'aggraver exagérément le déficit des budgets locaux ; mais il est nécessaire aussi pour l'Etat de contrôler le plus étroitement possible ces dépenses ; pour cela il lui faut aujourd'hui alléger le système administratif devenu trop lourd et qui faisait finalement écran.

Il peut l'être d'une part en rendant plus directes les relations entre les municipalités et les ministères, pour l'affectation des crédits pour les grands travaux d'équipement ; et d'autre part en adjoignant aux municipalités des villes importantes des organismes du style société d'économie mixte ou établissement public. Renforcer le contrôle de l'Etat en l'assouplissant, tel est l'objectif de la réforme des collectivités locales.

halte à la répression contre les ouvriers en lutte !

Paris-Rhône (Lyon) : après avoir successivement injurié les travailleurs («qui fait la grève, crève !»), attaqué, avec la maîtrise puis les flics, les piquets de grève, la direction provoquait chaque matin, les grévistes. Ayant entraîné des militants en référé pour occupation «illicite» (mercredi 19 novembre) le patron a fait évacuer de force l'usine du 8^e (faisant des blessés parmi les camarades ouvriers). Et maintenant, voilà que Charrière inflige à 23 travailleurs (dont 14 délégués) une «mise à pied illimitée», dès l'ouverture des portes, avant-hier. Charrière, en pleine grève, avait promis de

préparer une «charette de licenciements». Seul, la mobilisation ouvrière peut l'empêcher de tenir ses promesses cyniques : encore une fois, il faut que Charrière fasse marche arrière !

Clark-Strasbourg : contre les ouvriers en grève qui occupent leur usine et tiennent bon dans la lutte, avec autour d'eux un large soutien (dans la métallurgie, les PTT...), la bourgeoisie entreprend le même processus qu'à Paris-Rhône : elle traîne une vingtaine de militants, devant le tribunal des référés. Les grévistes, accusés, nient la validité d'une telle

attaque ; ils ont refusé de se présenter au tribunal. Lors de la séance, le représentant de la CFDT a réfuté toutes les «preuves» d'occupation illégale avancées par la direction ; le représentant de la CGT a, lui, considéré cette occupation purement et simplement comme de la «légitime défense» pour les travailleurs ! Perplexe devant cette attitude, le tribunal statuera «sous huitaine». Pour l'heure, l'occupation continue et la réplique aux attaques anti-ouvrières et anti-syndicales du patronat s'organise sur Strasbourg.



PAR MILLIERS LES TRAVAILLEURS DU LIVRE ONT MANIFESTÉ LEUR SOUTIEN AUX GRÉVISTES DU PARISIEN LIBÉRÉ

Sauvage agression jeudi soir, contre les travailleurs du Livre, devant le conservatoire des Arts et Métiers. Giscard venait parrainer une nouvelle promotion qui portera son nom. Les travailleurs du «Parisien Libéré» étaient venus nombreux lui rappeler leurs revendications, leur refus des licenciements.

La bourgeoisie s'affole et frappe brutalement. Des dizaines de blessés, dont plusieurs gravement touchés.

Voici donc le «libéralisme» de Giscard en pleine lumière.

La sauvagerie avec laquelle les chiens policiers de Ponia-towski ont attaqué les travailleurs du «Parisien» jeudi soir montre, après les perquisitions de locaux et les arrestations de militants CFDT, ce qu'entend Giscard quand il parle de «société plus humaine, plus juste...»

La colère gronde dans la soirée de jeudi. De nombreuses délégations de boîtes viennent au «Parisien» rue des Petites Ecuries, pour s'informer, apporter leur soutien et demander ce qu'ils doivent faire. Dans la nuit, le mot

d'ordre est lancé : «Pas de quotidiens demain et manifestation à 10 H devant «le Monde». Plusieurs dizaines de milliers de travailleurs du Livre se rassemblent à 10 H vendredi matin. De toutes les boîtes, de la presse et du labeur, les gars de l'imprimerie sont là. Des ouvriers d'autres branches aussi, révoltés par la sanglante répression. Les mots d'ordre contre les brutalités policières sont massivement repris : «Il est pourri, le régime à Giscard, il nous envoie ses flics et ses clébards», «du boulot, pas de

matraques, CRS-SS». La colère se lit sur les visages ; la détermination aussi. Tout le quartier est quadrillé par les flics qui barrent également les grands boulevards. La direction de la FFTL dirige alors la manifestation par des petites rues, jusqu'au «Parisien». Là, après une prise de parole, les manifestants se dispersent pour rejoindre leur boîte. Rester au pied des machines et attendre les instructions, c'est la seule proposition de la direction de la FFTL.

Gérard PRIVAT

L'HUMANITÉ PARUE LE JOUR DE LA GRÈVE DU LIVRE ?

Entre une sorte d'éditorial intitulé «Agir pour la liberté» et signé du rédacteur en chef de l'Humanité (R. Leroy, du Bureau Politique du P«C»F) et des papiers des plumitifs révisionnistes habituels (Chatel, Salini, P. Durand,...) encadrés d'un communiqué du «Comité du PCF du Parisien Libéré» et un du B.P. du parti des faux communistes... voilà qu'un journal pour l'essentiel identique à l'Humanité paraît le jour de la grève des ouvriers du Livre !

C'est le contenu du «Parisien Libéré - spécial grève» sorti vendredi, suite aux brutalités policières contre les ouvriers du Livre : en guise de réplique ouvrière et syndicale, la FFTL a offert au P«C»F une tribune privilégiée, permettant ainsi que, seule avec le torchon d'Amaury, l'Humanité ait la parole parmi la presse quotidienne, un jour de grève ! Parole volée aux travailleurs qui n'ont pas eu le droit d'écrire une seule ligne.

«NON A L'EXPULSION DE BECHIR ARFAOUI!»

Hier une délégation importante s'est rendue devant la préfecture de Paris pour soutenir Bechir Arfaoui, travailleur tunisien, à une convocation devant la commission spéciale d'expulsion. Bechir avait été arrêté dans une rafle à Barbès avec sept autres immigrés. Bechir a participé à de nombreuses luttes que ce soit contre la Circulaire Fontanet, le soutien à Lip, il a toujours œuvré pour l'unité de la classe ouvrière.

C'est ainsi que dans cette rafle, au commissariat, il a défendu un travailleur africain qui se faisait voler son argent par les flics. Ceux-ci se sont précipités sur lui et son compagnon, en les rouant de coups. Transféré au commissariat central, il fut victime d'insultes racistes, d'humiliation, de menaces, et de bien d'autres sévices dont il porte encore les marques. Transféré au dépôt, puis à Fresne, il fut inculpé pour «outrages à agents» et «rébellion». Il fut donc condamné au mois d'août à deux mois de prison ferme et deux mois avec sursis.

A peine sorti de prison, il était convoqué au commissariat où on lui notifia son expulsion pour «condamnation de plus de trois mois».

Hier, c'était sa demande en appel qui était enregistrée, mais le ministère de l'Intérieur peut à tout moment prononcer son expulsion. A travers le cas de Bechir, ce sont tous les travailleurs qui sont visés. Bechir le dit lui-même : «Cette crise touche tous les travailleurs qu'ils soient français ou immigrés. Aussi les luttes des travailleurs immigrés se renforcent comme dans les foyers (Sonacotra...) et côte à côte avec les travailleurs français, comme à Chausson». Il poursuit : «Lutter contre tout cela, c'est l'affaire de toute la classe ouvrière. L'unité français-immigrés est plus que jamais nécessaire...»

Oui, la lutte contre l'expulsion d'un de nos frères de classe qui a toujours lutté contre l'impérialisme français, c'est notre lutte à tous. Nous devons nous mobiliser pour empêcher cette expulsion mais aussi lutter partout où nous sommes pour l'unité de la classe ouvrière, contre le racisme, la répression, pour soutenir les luttes que les travailleurs immigrés entreprennent, comme dans les foyers Sonacotra. Non Bechir, nous ne te laisserons pas expulser, nous lutterons jusqu'au bout !

José GARCIA

marseille : 3 MORTS ET PLUSIEURS BLESSÉS EN 12 JOURS SUR LE MÊME CHANTIER

Trois morts et plusieurs blessés graves en 12 jours sur le même chantier.

Mercredi 3 décembre à 14 H, la chute d'un contre-poids de grue, tue un manoeuvre portugais, Carlos de Freikas Castro, âgé de 21 ans, et blesse grièvement un travailleur portugais à la colonne vertébrale : il aurait perdu un bras, Samedi 22, un manoeuvre algérien Achour Imeur, 31 ans, meurt écrasé par un échafaudage, 24 H après la mort d'un autre manoeuvre algérien, Benaouhda, 40 ans, après une chute du 4ème étage. Des accidents ? Non, des assassinats.

Aucune condition élémentaire de sécurité n'est respectée sur ce chantier situé «chemin de la Palude», dans le quartier Saint-Barthélémy. Le capital assassine à ciel ouvert pour la seule loi du profit ! Hasard, fatalité, jugeons-en.

barrières de sécurité, ni filets, et quand par hasard, une barrière de sécurité existe, elle fait 0,70 m au lieu de 1,50 m.

Pour assassiner aussi impunément, la direction et sa clique musclée emploient plusieurs méthodes, quelques exemples : lorsqu'un ouvrier cherche à défendre ses droits tout seul, la direction le place à un poste isolé avec une enveloppe à l'appui... S'il accepte, tout se passe sans heurt, sinon, elle l'envoie travailler dans la boue ou bien elle le met tout simplement à la porte. Toute tentative de création d'un syndicat est sanctionnée de mise à pied ou de renvoi «Une équipe a été renvoyée une semaine avant le premier accident mortel parce qu'elle

gne un travailleur. La solidarité s'exprime aussi dans les cités ouvrières environnantes. La Buisserine, Picon, Font-Vert, pour obtenir l'arrêt des chantiers la nuit. De plus, une benne de 1 600 kg menace une tour habitée. «La grue est tellement grande que si elle fait le tour de l'autre côté, elle touche une autre grue». Le Comité de Lutte contre le Chômage des quartiers nord s'est donné pour tâche d'organiser la solidarité active de tous les habitants des quartiers nord pour que les véritables responsables soient dénoncés et répondent de leurs crimes. «Même l'ANPE, et les agences intérimaires qui ne reculent devant rien pour ramasser de l'argent, refusent d'envoyer des chômeurs sur ce chantier»

Tout ceci était donc connu depuis longtemps, alors pourquoi tout ce silence ?

Robert RIVIÈRE

Le Comité de Lutte Contre le Chômage des quartiers nord appelle les chômeurs, les travailleurs actifs, français, immigrés, les jeunes, les femmes à venir massivement le 6 et 7 décembre, aux journées portes-ouvertes à Griffet, 284, boulevard Gay Lussac pour organiser la lutte contre le chômage, les licenciements, les augmentations, les cadences, les saisies, etc.

les conditions de travail :

Les ouvriers travaillent de 17 à 19 H par jour, sous la pluie et le mistral. Beaucoup dorment sur le chantier, dans des baraquements, quelques heures avant de reprendre le travail. «Ça marche au sifflet» nous dira un travailleur «des silos à béton tournent jour et nuit, à ce poste, la relève se fait toutes les 6 heures, mais après 6 H, le gars est cuit, si tu le couches par terre, le gars s'endort ; il y a tellement de bruits que tu es obligé de te faire comprendre par gestes». Voici un autre exemple qui vaut mille pages de commentaire : le manoeuvre algérien, assassiné le 21 novembre, venait de reprendre depuis 18 jours après quatre mois de convalescence, le temps de ressouder son bras et son épaule cassés après une chute de plusieurs mètres sur des madrillets en équilibre.

les conditions de sécurité :

Les plates-formes de béton du 4ème étage n'ont pas plus de protection que celles du rez-de-chaussée. Du béton et 30 à 40 mètres de vide sans

UNE MEDECINE DE FORTUNE

En matière de médecine, le capitalisme est animé en permanence d'un double souci. Premièrement, d'assurer aux travailleurs un niveau de santé minimum pour qu'ils soient en état de produire et de travailler; deuxièmement, d'obtenir ce résultat au moindre prix. Ce faisant, la médecine bourgeoise se heurte de front aux intérêts des travailleurs.

«AUTANT DE MALADES, AUTANT DE CAS»

C'est une phrase couramment répandue par les patrons de la médecine, en particulier à l'usage des jeunes étudiants en médecine. Si cette affirmation repose sur une certaine expérience de la médecine, il n'en est pas moins vrai que son but réel, c'est de cacher les causes sociales des maladies, c'est d'isoler le tra-

vailleur face à la médecine, de le désespérer pour le soumettre. Ainsi l'étude du «cas» prend souvent un certain temps, en particulier à l'hôpital.

Sur la plupart des dossiers médicaux, la profession est à peine mentionnée et le plus souvent sans commentaire. L'interrogatoire médical lui-même ne s'attarde presque jamais à la description des conditions de travail, mais plutôt sur l'hérédité, la description de la douleur. Il faut dire que le vocabulaire médical est là pour renforcer l'isolement, le sentiment d'ignorance totale du malade, l'angoisse: épistaxis, hémoptysies, hématoméses... autant de mots grecs pour dire saignement de nez, crachement et vomissement de sang; pour forcer le travailleur à se remettre complètement à la médecine sans lutter. La

médecine bourgeoise individualise au maximum la maladie, la coupe de ses racines sociales, professionnelles et ce faisant, tente de diviser les travailleurs de les maintenir en état de dépendance complète.

De la simple ingestion d'un comprimé dont on ne sait rien à l'accord qu'il faut donner souvent en 10 minutes au chirurgien pour qu'il opère l'enfant, le travailleur est largement coupé de la connaissance scientifique.

UNE MÉDECINE COUPÉE DE LA PRODUCTION

Si le capitalisme coupe les travailleurs de la médecine, il coupe tout autant les médecins de la production, issus à 90% de la bourgeoisie, les médecins et étudiants en médecine ne connaissent rien du travail. L'usine, c'est pour eux un monde abstrait, l'ouvrier malade souvent un fainéant comme dit l'oncle qui était patron, ou le cousin, général...

Des cadences, du travail posté, du bruit assourdissant, ils ne savent pas grand chose non plus. Alors, ils s'attachent à détailler le symptôme précis, s'intéressent à sa venue brutale, à sa guérison soudaine, voient la maladie comme isolée, indépendante de l'histoire sociale du travailleur et de la société, c'est-à-dire, de façon totalement métaphysique.



UNE MÉDECINE CURATIVE, MYOPE !

La médecine bourgeoise, c'est celle du symptôme, de la douleur flagrante, du mal installé. Depuis l'école, on nous apprend «On va chez le médecin quand on est malade». De médecine qui aille à la rencontre des travailleurs, à l'usine, à la mine, pour prévenir la maladie, il n'en est pas question !

Nombreux sont les cancers qui sont détectés trop tard, les ulcères d'estomac pour lesquels on aurait pu éviter l'opération, même chose pour les affections cardiovasculaires. La médecine capitaliste tente au plus de parer au plus pressé, coupée qu'elle est des causes sociales des maladies et désireuse de réparer aux moindres frais. Elle distribue stimulants et calmants. La chirurgie, qui vit des erreurs ou des incapacités de la médecine est florissante.

Nombreux sont les travailleurs victimes de maladies professionnelles et d'accidents du travail qui sont contraints à la chirurgie, à la médecine, au rein artificiel et pour qui on aurait pu l'éviter.

UNE MÉDECINE CHÈRE POUR LES TRAVAILLEURS ; BON MARCHÉ POUR LES PATRONS

Cette médecine de fortune, elle revient cher aux travailleurs. Ainsi la partie non remboursée des soins (ticket modérateur) ne cesse d'augmenter. Les prélèvements sur salaires destinés à la Sécurité Sociale connaissent le même sort. Le prix de la consultation médicale grimpe sans cesse (30F la consultation, 100F la visite de nuit). Voilà qui fait réfléchir de plus en plus les travailleurs lorsqu'il s'agit d'aller chez le médecin; c'est un facteur

d'aggravation de la maladie.

Pour les patrons, il faut réduire au maximum les dépenses. Dans la SNCF, Mines, leurs médecins flics cherchent à réduire les arrêts maladies, à diminuer l'absentéisme, le coût des ordonnances «Les médecins des Houillères se sont des assassins !» disent les mineurs qui meurent de la silicose et du capitalisme. Le coup de sonnette de 16h pile du médecin contrôle de la Sécurité Sociale, les travailleurs le connaissent bien !

Voilà la réalité de la médecine capitaliste. C'est contre cette médecine de classe que grandissent aujourd'hui les aspirations des travailleurs à une autre médecine, qui combatte effectivement les causes de maladie et d'accidents, une médecine socialiste.

Pierre PUJOL

Les chômeurs face à la médecine capitaliste

Loyer, transports, nourriture, vêtements... la santé devient aujourd'hui de plus en plus la parente pauvre du budget des chômeurs. En effet si toute une série de dépenses qui ne sont pas d'ordre «vital» (vacances, loisirs) ont déjà sauté, maintenant ce sont les dépenses de santé qui sont menacées. Pour des centaines de milliers de chômeurs, c'est déjà le cas.

«Cela fait six mois que je devrais me faire soigner les dents, six mois que je n'ai pas l'argent nécessaire !», nous déclarait un ouvrier au chômage à la NPF Bel Air à Paris. «J'avale de l'aspirine tous les jours pour tenir et comme elle n'est pas prescrite, elle n'est pas remboursée !» Une ouvrière récemment licenciée ajoute : «Pour les lunettes, c'est pareil, cela fait trois ans que je n'ai pu en changer; à chaque fois que je réunis la somme, il y a quelque chose à payer !»

Sur un marché proche, une mère de famille déclare : «Maintenant je ne vais chez le docteur que pour les enfants; mon mari et moi on essaye de s'en passer au maximum !». Chez tous ces travailleurs, c'est la même révolte. «Bien sûr, disent-ils, il y a la Sécurité Sociale, mais il faut avancer l'argent et le remboursement se fait attendre. En plus, comme le médecin prescrit souvent des médicaments chers de toute façon ce n'est pas donné !»

Nombreux sont les chômeurs qui «trient» dans l'ordonnance, n'achètent pas l'antibiotique trop coûteux et pourtant indispensable.

Pendant un certain nombre de dispositions légales existent dans ce domaine, fruit de la lutte des travailleurs.

Par exemple, dans les dispensaires, il est possible de ne payer que le ticket modérateur. Cette possibilité, peu connue, est peu appliquée car les dispensaires préfèrent encaisser tout de suite et trouvent que cela leur fait «trop de papier».

Quant au médecin de ville, rien n'est prévu mais le docteur peut appliquer de lui-même cette règle. Reste que dans tous les cas, il faut en exiger l'application car ce n'est pas automatique.

Dans les pharmacies, avec une feuille de paye, sa carte de Sécurité Sociale, la même possibilité existe. Mais c'est en général avec une large grimace que le pharmacien, très près de ses sous, accueille cette demande car il préfère que ce soit le travailleur qui attende le remboursement que lui qui en a tant besoin !

Fait particulièrement révoltant, si le prix minimum de l'ordonnance pour obtenir l'avance pharmacie doit être de 30 F pour tout salarié, il est de 100 F pour les retraités et les chômeurs «car avec eux, on ne sait jamais»

la croissance de la consommation médicale

Au moment où se multiplient les déclarations gouvernementales sur le déficit de la Sécurité Sociale, la «surconsommation médicale», les menaces d'augmentation des cotisations de Sécurité Sociale, il est nécessaire de faire le point sur cette question.

LES RAISONS DE LA CROISSANCE

Les dépenses de santé suivent globalement la loi dite du doublement décennal c'est-à-dire qu'elles font plus que doubler tous les dix ans.

Par exemple, de 1959 à 1966, le volume des consultations a augmenté de 6,6 % par an, des actes chirurgicaux de 7,4 % par an, des examens de laboratoire de 13 % par an. Pendant cette période, la croissance de la consommation était due à plusieurs facteurs: progrès technique responsable d'actes plus coûteux, possibilités médico-chirurgicales nouvelles, développement d'une médecine plus scientifique, plus «interventionniste». Ce sont les dépenses de pharmacie qui ont connu depuis 15 ans le taux d'expansion le plus élevé: 14 à 18 % par an. Ce phénomène de croissance des dépenses de santé est

plus fort après l'âge de 50 ans. C'est bien l'usure accrue des travailleurs due à l'intensification du travail qui a été le moteur de cette croissance. Pour le capitalisme monopoliste d'Etat, cette croissance des dépenses médicales était la contrepartie nécessaire au développement massif de la production.

UNE CROISSANCE INEGALE

A noter pourtant que les plus gros consommateurs n'ont pas été les travailleurs comme aime à le souligner Fourcade, mais les catégories les plus favorisées. Ainsi, la consommation des cadres moyens et supérieurs dépasse de près de 50% celle des ouvriers et trois fois celle des ouvriers agricoles et des agriculteurs. D'autre part, s'il est très rare que les cadres supérieurs achètent des produits non remboursés, la quantité de ces produits est presque égale à celle des produits remboursés pour les travailleurs qui n'ont pas les moyens d'aller à chaque fois chez le médecin.

LES TRAVAILLEURS SE SOIGNENT MOINS BIEN

Comme l'analyse du rapport 74 de la Caisse Nationale

d'Assurance Maladie des Salariés le montre, la progression des dépenses est due essentiellement à la croissance des frais d'hospitalisation. Le prix de journée dans les hôpitaux a augmenté de façon scandaleuse en quelques années, façon pour le capitalisme sanitaire de faire supporter à la Sécurité Sociale, c'est-à-dire aux travailleurs toutes ses dépenses d'investissement.

Le nombre global des consultations et des visites a été en moindre augmentation en 74 qu'en 73 (4 % au lieu de 5,3 %). Par contre, les remboursements de médicaments ne diminuent pas nettement. Le rapport de la Caisse en déduit que «l'accroissement des charges pharmaceutiques est dû davantage à l'augmentation en valeur de chaque prescription qu'au développement des actes médicaux». Cette valeur est liée à la hausse très forte du prix des médicaments, aux surprofits des trusts pharmaceutiques et non au «gaspillage des travailleurs» qui, comme on le voit ont de moins en moins tendance à aller chez le médecin.

NOUVELLE CROISSANCE, NOUVELLE MISÈRE

Face à l'augmentation des

dépenses dues aux trusts pharmaceutiques, au capitalisme sanitaire et à l'intensification du travail, l'Etat veut faire payer la crise aux travailleurs. Ainsi, Simone Veil vient de donner comme objectif principal à la Commission de la Santé pour le 7^e plan, la réduction des dépenses de santé. Dans cette commission, J.-P. Dupuy, disciple d'Ivan Illich et partisan de la démedicalisation spécialiste de la critique de «l'invasion pharmaceutique» a trouvé à travailler utilement... pour la bourgeoisie.

Derrière «la réduction des dépenses de santé», «la lutte contre la surconsommation médicale» c'est un tout autre objectif que la bourgeoisie poursuit: appauvrir encore la classe ouvrière, accroître l'inégalité entre le peuple et la bourgeoisie devant la maladie et la mort.

Du mythe du progrès médical et scientifique continu cher au P.C.F., il reste bien peu de choses. Quant à ses appels à lutter contre «l'anarchie et les abus», ils ont été entendus...

Pour vivre mieux et se soigner correctement, c'est une autre société, socialiste que nous devons construire.

A PROPOS DU FEUILLETON «CES GRAPPES DE MA VIGNE»

interview d'un viticulteur de l'Hérault

Le feuilleton «ces grappes de ma vigne» continue sur Antenne 2. Nous avons vu hier soir le troisième épisode de la série. La vie des viticulteurs est un sujet intéressant. Qu'en est-il du feuilleton ? Nous avons publié la semaine dernière un rappel historique sur ce qu'ont été les transformations que la bourgeoisie a orchestrées dans les campagnes pour hâter l'industrialisation et faire des profits. Et nous avons vu que le feuilleton ne restitue absolument pas le contexte politique et économique, et déjà, de ce point de vue, c'est une imposture. Il gomme la lutte politique, au profit d'une étude psychologique des relations dans le village languedocien. L'image rapportée est-elle juste ? Pour répondre à cette question nous publions aujourd'hui l'interview de ce viticulteur de l'Hérault qui prend la parole dans le Quotidien du Peuple aujourd'hui.

«Ce feuilleton, nous on le regarde avec les tripes... !». C'est un viticulteur de l'Hérault qui parle. «J'aime autant te dire qu'on le suit, ajoute-t-il, c'est notre histoire, c'est l'histoire du pays... «Nos réactions ? Tu tombes bien, on en discutait encore hier soir, au village. C'est une malhonnêteté, une imposture. Déjà, avec leur accent pointu de Paris, ça nous fait mal au ventre de les entendre. Mais ce n'est pas ce qu'on reproche le plus. C'est une insulte, parce qu'ils veulent se mettre à notre place. C'est de la colonisation. Ou bien le metteur en scène venait pour faire un reportage et nous aurions discuté avec lui, ou s'il voulait faire un film sur notre histoire, il ne mettait pas les gens du coin dans des rôles de secondes zones et il ne parlait pas à notre place. Dans le feuilleton, les seuls à parler comme nous, le langage d'OC, c'est l'arrière du village, le fou et la batteuse. Et ils sont ridiculisés.

Claude : Tu as assisté au tournage ?

Oui. Tout d'abord, toute la

troupe a débarqué en se pâmant devant le paysage et devant le vin du pays et puis après 8h/12h - 14h/20h : pratiquement pas de contact avec nous. Ils ont fait participer des jeunes du pays. Je te prie de croire qu'ils sont déçus ; eux, ils avaient mis toutes leurs tripes là-dedans, ils pensaient que notre histoire allait revivre alors quand ils voient le résultat... ! Non, vraiment, ce que la troupe a fait, ce n'est pas honnête.

Claude : Et sur le fond, sur l'analyse qui est faite de la vie des viticulteurs ?

Quand tu regardes le feuilleton, il te semble que tous les viticulteurs sont pareils et cela c'est complètement faux. Le phylloxera a fait des ravages, c'est sûr, mais il n'y a pas eu d'égalité devant le désastre. Et la preuve c'est que les seuls à pleurer en regardant l'émission ce sont les notables de la région. Eux ils disent qu'ils retrouvent leur passé ! Alors que nous, je le répète, on a plutôt envie de casser le poste...

Recueilli par Claude VILLARD

lutter contre la bronchite chronique

Une toux grasse de tous les matins qui ne passe pas, qui dure une semaine, puis un mois, puis 2 et 3... avec laquelle on s'habitue à vivre.

C'est cela la bronchite chronique, dont la définition médicale est «une toux et des crachats pendant plus de trois mois par an».

Elle occupe en France le 4^e rang des maladies mortelles avec un chiffre de 40 000 décès annuels, chiffre proche de celui de l'infarctus du myocarde et six fois supérieur à celui de la tuberculose.

Quand on compare la mortalité des bronchitiques chroniques par rapport à une population du même âge, on la trouve quatre à cinq fois supérieure.

La bronchite chronique est une maladie grave, qui handicape lourdement la vie (puisque les bronchitiques représentent 6 % des pensions d'invalidité chichement délivrées par la Sécurité Sociale) et comporte un risque mortel important.

La pollution industrielle et urbaine, le tabac sont de grands responsables de bronchite chronique. Ainsi les travailleurs de force exposés aux intempéries ont quatre fois plus de bronchite chronique que les employés de bureau - les mineurs déjà atteints de silicose sont largement touchés car ils sont contraints de respirer en permanence de la poussière de silice à cause du salaire au rendement.

Une enquête menée à Toulouse chez des travailleurs, dans quatre usines polluées, a montré que le pourcentage de bronchite chronique

était parallèle à l'augmentation de la pollution de 5,9 à 13,4 % de l'usine la moins polluée à l'usine la plus polluée.

Les habitants des grandes cités industrielles sont aussi plus atteints que ceux des campagnes : la différence est de 12,2 % à 7,9 % de bronchite lorsqu'on compare une population industrielle d'habitat urbain à une population industrielle d'habitat rural.

A Paris tombent, tous les mois, 350 tonnes de suie. Dans les villes industrielles et vallées industrielles encaissées, du fait de l'augmentation de la température, de l'affaiblissement du vent (facteur essentiel d'épuration atmosphérique), les éléments polluants se mélangent à la vapeur d'eau (humidité de l'atmosphère) pour donner des aérosols toxiques. Si l'épuration n'est plus assurée par un courant d'air ascendant, s'il y a inversion de la température, une nappe d'air chaud recouvre la ville et emprisonne les agents polluants au sol d'où accidents graves comme récemment dans le nord de la France.

Les mineurs des Cévennes sont moins atteints par la bronchite chronique que ceux du nord de la France. Ici, le climat joue certes un rôle important, mais surtout c'est l'absence dans les Cévennes d'autres pollutions industrielles et la présence d'un habitat rural et on dans les corons exposés aux poussières de silice qu'il faut retenir.

L'habitat, les conditions socio-économiques jouent un rôle non négligeable : des études faites à Bordeaux en 1972 sur 4 000 personnes ont montré que la bronchite chronique était plus fréquente dans les quartiers pauvres de la ville.

(à suivre)

de Guy Mory et Jean-Paul Gay

feuilleton

LIEVIN : LE MINEUR ACCUSE

Il y a bientôt un an 42 mineurs étaient envoyés à la mort à la fosse 3 à Liévin. Une Commission Populaire d'Enquête se mettait en place. Son travail conduisit au Tribunal Populaire de Liévin le 22 mars où la responsabilité des Houillères fut clairement démontrée ; Jean-Paul Gay et Guy Mory ont participé à ce travail avec les mineurs de Liévin, ils ont recueilli de multiples témoignages et en ont fait un livre dont nous publions des extraits.

LES MINEURS MAROCAINS... NOS FRÈRES DE MISÈRE

Dans les tailles de Douai, de Oignies, où sont concentrés les mineurs Marocains et Algériens, les conditions sont particulièrement difficiles. Ce sont les tailles les plus petites (ouvertures de 80 centimètres) et les plus chaudes. Il faut avancer en rampant, travailler à plat ventre, toujours avec le porion derrière : «ahue, ahue !» Les tailles ont une forte pente, les chutes de pierre sont nombreuses, et il faut toujours aller vite, les accidents sont fréquents (traumatismes crâniens, etc...).

Le mineur Marocain est embauché à 52,64 Frs par jour, indemnités journalières comprises. «A la catégorie 2, on nous paie 1 100 Frs par mois, et parfois c'est comme ça pendant tout le contrat. Les 6 premiers mois, on nous retient 400 Frs par mois avec les «frais d'ac-

cueil», les 10 jours d'école, plus une somme retirée chaque mois pour le voyage aller-retour. Si on n'arrive pas au bout du contrat, on perd l'argent du voyage».

Un exemple : une fiche de paie de décembre 74 indique :

Total des sommes dûes : 1350 Frs Mais en réalité, le total net à payer est de 1100 Frs :

- 94 Frs sont retenus pour l'école.
- Il y a 26,40 Frs de «frais d'accueil».
- 52 Frs d'hébergement chaque mois.
- la sécurité sociale minière : 56 Frs
- la Can (assurance vieillesse) 87 Fr
- la retraite complémentaire : 23 Fr
- et 70 Frs pour le voyage retour.

Pourtant la retraite, les mineurs marocains n'en verront jamais la couleur. Pas plus que le voyage s'ils rentrent avant 18 mois. Et la sécurité sociale, ils cotisent au prix fort mais, généralement, ils n'en bénéficient pas.

«Lorsqu'on est malade et que l'on espère un petit congé maladie, on nous le refuse catégoriquement. Le médecin des Houillères dit toujours : «T'es pas malade !». On cotise pour qui ? Et pour quoi ? Pour rien !».

Il y a des ouvriers qui sont ici depuis 14 mois, ils n'ont pas encore passé de visite médicale depuis l'arrivée, normalement c'est une fois tous les 6 mois. «Un gars malade, on le laisse 5 jours ici, dans le baraquement, les Houillères le laissent crever. Le docteur des

mines lui dit toujours : «Prends le boulot, t'es pas malade !». Les Français on leur donne leur congé maladie, pas nous. Si tu es malade et que tu n'as pas travaillé de la journée, tu as une absence sans garantie. C'est comme lorsque tu fais une réclamation au moniteur du porion, l'ingénieur t'empêche de rattraper l'après-midi : «Non, tu ne feras pas l'après-midi ! Tu vas aller te coucher jusqu'à demain, tu vas faire absent ! Et tu n'es pas payé du tout !»

Pour nous qui sommes sous contrat, la silicose n'est jamais reconnue. Celui qui est silicose, il va finir son contrat, on lui dit : «Ahmed, il n'y a plus de place, va chercher ailleurs !». Ici, il y a un Marocain qui avait 10 ans de fosse, il n'a pris que deux congés au Maroc en 10 ans. A la visite, ils lui ont trouvé un peu de silicose, ils l'ont foutu dehors».

Parfois le médecin des Houillères «conseille» à un Marocain malade de retourner au Maroc pour se soigner. Si celui-ci accepte le congé, à la fin de son congé, il est convoqué à Casablanca pour une visite médicale. S'il est toujours malade, le médecin «coopérant» français considère qu'il y a rupture de contrat. Le silicose s'entend dire : «Vous avez respiré trop de poussière au Maroc !», et sa pension saute. Il arrive aussi que le mineur marocain qui s'est ruiné la santé dans les mines françaises ne soit jamais convoqué et qu'il soit définitivement «oublié» par les Houillères. Lors-

qu'il est malade en France, c'est dans des baraques sales, humides, difficiles à chauffer où pénètrent le froid et les rats, que le mineur marocain doit se soigner. 52 Frs par mois pour le logement, c'est grassement payé. 52 Frs c'est le nouveau tarif ; pour les plus anciens ouvriers, c'est 25 Frs, mais celui qui est retourné au Maroc et revient avec un nouveau contrat paiera 52 Frs. Pour une petite baraque de 6, jamais entretenue, ça fait plus de 300 Frs empochés chaque mois par les Houillères. En général, c'est dans des camps que sont logés les mineurs étrangers sous contrat. A part les camps de Liévin, Noyelles sous Lens et Libercourt qui sont des bâtiments en dur, partout ailleurs, c'est dans des baraquements délabrés, souvent des camps de prisonniers de la deuxième guerre mondiale, que sont logés les travailleurs.

«Les chambres, il n'y a rien dedans. Un lit militaire, des vestiaires d'usines, quelques tabourets... c'est tout. On est parqué là-dedans, comme dans des dortoirs. Les Houillères donnent un lit pour dormir. Au fur et à mesure que des gens arrivent, elles les placent dans les lits libres. C'est tout. Il y a un copain qui est en France depuis 12 ans, il avait mis de la peinture, de la tapisserie, il avait envie de s'installer un peu. Puis il est parti au Maroc. Quand il est revenu, il y avait des gars installés à sa place. Lui, on l'a mis ailleurs. Il n'y a pas de place fixe».

(à suivre)

programme

SAMEDI 6 DÉCEMBRE

TF 1
14 h 35 - SAMEDI EST A VOUS
18 h 40 - SIX MINUTES POUR VOUS défendre
19 h 20 - ACTUALITÉS REGIONALES
19 h 45 - LA VIE DES ANIMAUX
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - NUMÉRO 1
21 h 30 - PEYTON PLACE feuilleton
22 h 15 - L'OEIL EN COULISSE
23 h 15 - JOURNAL et fin

A 2
18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
19 h 20 - ACTUALITÉS REGIONALES
19 h 45 - Y'A UN TRUC jeu
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - MAIGRET HESITE Les enquêtes du commissaire Maigret Série policière
22 h 05 - DIX DE DER
23 h 15 - JOURNAL et fin

FR 3
18 h 55 - FLASH JOURNAL
19 h 00 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS REGIONALES
19 h 55 - FLASH JOURNAL
20 h 00 - CINÉ 3
20 h 30 - TURANDOT opéra
22 h 35 - JOURNAL et fin

DIMANCHE 7 DÉCEMBRE

TF 1
12 h 00 - LA SÉQUENCE DU SPECTATEUR
12 h 30 - L'HOMME QUI N'EN SAVAIT RIEN
13 h 00 - JOURNAL
13 h 20 - LE PETIT RAPporteur
14 h 05 - LES RENDEZ-VOUS DU DIMANCHE
15 h 45 - DIRECT A LA UNE
17 h 25 - SHAFT
18 h 45 - LES ANIMAUX DU MONDE
19 h 15 - LES FAUCHEURS DE MARGUERITES feuilleton
19 h 45 - JOURNAL
20 h 30 - L'HOMME QUI TUA LIBERTY VALANCE Film américain
22 h 30 - RECHERCHE D'UN HOMME
23 h 25 - JOURNAL et fin

A 2
12 h 15 - LE DÉFI
13 h 00 - L'ALBUM DE MICHEL RE
14 h 50 - LE TRIporteur film
16 h 30 - LES QUATRE MOUSQUETAIRES
17 h 25 - RÉSULTATS SPORTIFS
17 h 35 - L'AMI PUBLIC N°1
18 h 30 - SPORTS SUR L'A 2
19 h 15 - RING PARADE
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - SYSTÈME 2
21 h 40 - LES ILLUSIONS PERDUES
23 h 30 - JOURNAL et fin

FR 3
19 h 55 - SPECIAL SPORTS
20 h 05 - LES ANNÉES ÉPIQUES DU CINÉMA
20 h 30 - LE MAMMOUTH
22 h 15 - JOURNAL et fin

DIMANCHE SOIR SUR TF1 :
«L'HOMME QUI TUA LIBERTY VALANCE»

«L'homme qui tua Liberty Valance» diffusé sur TF1 à 20 h 30 est dans la production de western américain au point de repère. Du point de vue technique, c'est peut-être une des meilleures réalisations de Ford. C'est un fasciste notoire. Vice-amiral de réserve, il a fait des périodes répétées au Viet-Nam avec l'état-major US. Le film diffusé, dimanche, le situe bien. Et de ce point de vue, il est intéressant de voir comment, dans ce western, ce sont ses divergences avec le reste de la bourgeoisie US qui s'inscrivent. Le thème de «L'homme qui tua Liberty Valance» se résume ainsi : pour sauver une contrée, et faire cesser les activités d'un bandit, les lois ne servent à rien. Seule la force compte.

international

PORTUGAL à la Lisnave, les journées du coup d'Etat telles que la classe ouvrière les a vécues

MARDI 25 : LES TRAVAILLEURS ET LES SOLDATS DISCUTENT DE LA SITUATION

Dans la nuit, des barricades de paysans, dirigés par des réactionnaires contre la réforme agraire, isolent Lisbonne. A 6 h du matin, les paras occupent les bases aériennes et à 16 h 30, l'état de siège est déclaré. A Lisnave, une AG a eu lieu au début de la matinée à l'appel de la

Commission Générale des travailleurs. Elle est élue par les travailleurs mais où dominent les révisionnistes.

Cette AG discute de la situation politique et des formes de luttes. Y participent le capitaine Luz, commandant du fort d'Almada (villa où se trouve Lisnave - le régiment est composé de fusilliers marins) et 2 soldats qui expliquent la lutte des paras et lisent le communi-

qué des 18 officiers progressistes (déclaration faite le 20 novembre pour soutenir le mouvement populaire).

Les révisionnistes proposent que les membres des partis se rendent à leur siège et que les autres aillent aux syndicats. Cette proposition est rejetée; non à la division ! C'est ici que nous travaillons, c'est ici que nous devons rester. La décision est prise de faire garder les points stratégiques de l'usine par des piquets de vigilance pendant que les autres travailleurs iront au fort d'Almada et dans la ville, afin d'expliquer la situation. Personne n'a travaillé. Pendant la nuit de mardi à mercredi, les piquets sont organisés uniquement par les révolutionnaires. Mais personne ne travaille.

Ils demandent de respecter les contrats de travail et déclarent même que le RALIS et Almada se sont rendus. Ils tentent de démobiliser et de créer la confusion. Mais un soldat d'Almada intervient et montre la vérité. Il appelle à continuer la lutte. Au moment du vote, le délégué du gouvernement, à l'administration (la Lisnave est nationalisée) qui est au PCP veut parler mais les travailleurs l'en empêchent et les propositions sont adoptées : aucune voix contre, les révisionnistes se sont abstenus. Après l'AG, alors que les travailleurs se dirigent vers le fort, les dirigeants révisionnistes les appellent à rentrer chez eux. Malgré cela, de nombreux membres du «club» (surnom donné au PCP) vont quand même au fort.

les travailleurs s'y sont opposés fermement.

JEUDI : GRUES DE LA LISNAVE POUR DÉFENDRE LE FORT

Au cours de l'AG, les propositions de l'inter syndicale révisionniste sont faites par des travailleurs de Pary and Son pour éviter un refus trop brutal. Il est décidé de faire des barricades sur les routes menant au fort. A l'aide des grues, on transporte des blocs de béton de 10 tonnes. A 12 h, le capitaine Luz est convoqué au palais de Belem pour être arrêté. La population et les travailleurs présents refluent. Des avions militaires survillent la ville. Des bateaux artilleurs sont mis en face du fort et les commandos Jaime Neves se préparent à intervenir.

leurs et d'habitants présentes. Il y a 11 commissions de travailleurs et 19 commissions d'habitants. Le major qui voulait seulement une réunion pour expliquer sa présence est obligé d'accepter une AG qui discute de la situation politique. La position de cette AG est - nous maintenons l'auto-défense et nous ne reculons pas d'un pas - nous refusons l'état de siège - nous soutenons le peuple, les armes à la main si c'est nécessaire.

Deux motions sont votées à l'unanimité, y compris les soldats et la foule rassemblée dehors. La première refuse le nouveau commandant et exige la présence de Luz, la 2^e affirme que la lutte contre l'état de siège continue. Il était 2h du matin. Il y avait encore plus d'une centaine de personnes autour des feux.

En même temps, le jeudi à 10h du matin, s'est tenu à Lisnave une réunion de 20 commissions de travailleurs. Les plus importantes de Lisbonne avec la commission de soldats du fort d'Almada. Il n'y avait pas plus de commissions car les commissions contrôlées par les révisionnistes avaient boycotté cette réunion pour la plupart. A 17h, le soir, rien n'en était sorti. Les travailleurs de la Lisnave approuvaient une motion décidant la création d'un comité de lutte dont le but serait de contacter toutes les commissions de la région de Lisbonne et de faire :

- voter à toutes ces commissions une motion contre l'état de siège
- de s'organiser en secrétariat pour lutter contre le fascisme.

Le travail a repris vendredi matin à la Lisnave. Le secrétariat provisoire a été créé dimanche au cours d'une réunion composée d'une centaine de commissions de travailleurs et d'habitants. Un journal doit sortir «Republica Popular».

Conclusion : résultat de ces 4 jours à la Lisnave, c'est que les révisionnistes ont perdu beaucoup de travailleurs à la fois des membres du PCP et des inorganisés.

(recueilli par A. JALLIEU)

ARIAS NAVARRO reste chef du gouvernement

Hier, avec la nomination de Miranda, on annonçait la défaite des ultras ; aujourd'hui, avec le maintien d'Arias Navarro à la tête du gouvernement, on annonce une concession aux ultras. Entre-temps, on avait eu droit aux hypothèses sur le thème : Restera-t-il ? Restera pas ? Sans nul doute, la prochaine devinette sera : Arias, pour combien de temps ?

A l'heure où les courants politiques les plus divers continuent à miser sur la volonté de libéralisation de Juan Carlos, qui serait freinée par les ultras, il n'est peut-être pas inutile de rappeler les grands traits de la carrière d'Arias Navarro : docteur en droit (comme Miranda), il a été nommé procureur de l'Etat en 1935 et a exercé ces fonctions pendant toute la guerre civile à Malaga, une des villes où l'extermination des républicains a été la plus systématique.

De 1957 à 1965, il a été Directeur Général de la Sécurité. Ensuite, il a été pendant plusieurs années maire de Madrid, avant de devenir en juin 73 ministre de l'Intérieur, à un moment où, après les manifestations du 1 mai 73, les franquistes réclamaient un homme «fort». Début janvier 74, juste après l'exécution de Carrero Blanco, c'est Franco qui, en raison de ses liens d'amitié personnelle avec lui, le nomme chef du gouvernement. Quelques jours après sa nomination, Puig Antich est assassiné et c'est sous son gouvernement aussi qu'ont été assassinés nos 5 camarades. Arias Navarro n'appartient à aucun des clans traditionnels du franquisme mais tous ont reconnu en lui l'homme à poigne, seul capable de maintenir l'ordre fasciste, et de fait, il était, dans le contexte politique actuel, le candidat privilégié des ultras. Mais Miranda est-il si différent ? Est-ce parce que Arias Navarro l'a limogé du poste de vice-président du gouvernement en 74 qu'il faut spéculer sur les contradictions entre les 2 ? S'agit-il d'une autre chose que d'une bataille entre différents clans aussi partisans de la continuité du fascisme les uns que les autres ? Faut-il taxer l'un d'ultra et l'autre de libéral, sous prétexte qu'au sein du même appareil franquiste, Arias s'occupait de la police et Miranda était secrétaire général du Mouvement ? Est-ce le loyalisme à l'égard du roi qui sépare les deux ? Faut-il rappeler que dans son programme de gouvernement de 74, Arias rendait déjà hommage au «prince» Juan Carlos ?

Ce qui est significatif aujourd'hui en Espagne, c'est que le militant de l'ETA Javier Lopez de Guerrero, âgé de 18 ans ait été tué à Beasain ; c'est qu'à l'université Complutense de Madrid, les étudiants aient affronté les «grises» sur les libertés démocratiques et contre l'actuel service militaire, c'est qu'à Grenade, aux Canaries (Tenerife), à Pontevedra, à Madrid et Valladolid, des manifestations, des rassemblements, des affiches réclament l'amnistie totale.

Hélène VARJAC



MERCREDI 26 : LES TRAVAILLEURS S'ORGANISENT AVEC LES SOLDATS

Dans la nuit, les commandos reprennent la situation en main. La PM est attaquée à 8h mais les paras et le RALIS résistent toujours. Une AG de tous les travailleurs est convoquée. L'inter-syndicale dirigée par les révisionnistes, propose successivement deux motions. La première demande d'aller au travail. Les 2 motions sont rejetées. Nous, les révolutionnaires nous proposons :

- 1) la grève politique pour la levée de l'état de siège et pour la garantie de la liberté d'expression et de réunion ;
- 2) la constitution de piquets de vigilance à l'intérieur et à l'extérieur de l'usine ;
- 3) la création d'un comité de liaison avec les soldats du fort ;

Les dirigeants révisionnistes s'y opposent. Ils disent que c'est de l'aven-

Le soir, se tient là-bas, une réunion rassemblant la commission des soldats, les commissions de travailleurs, d'habitants des villages et des alentours (environ 150 personnes). La proposition est faite de faire sonner à 7h toutes les sirènes des usines pour appeler à la grève générale politique. Les révisionnistes présents s'y opposent. Les discussions durent toute la nuit. Finalement à 7h les travailleurs de Lisnave, au courant des discussions, décident de mettre leur sirène en marche. Toutes les autres usines font de même, y compris Pary and Son (fief révisionniste où les révolutionnaires étaient obligés de faire du travail clandestinement parce qu'ils étaient constamment menacés d'être jetés à la rivière et autres menaces de mort).

Dans la ville, les révisionnistes, ont tenté d'arracher des affiches expliquant la situation mais à de nombreuses reprises, la population et

Voulant éviter un massacre, nous acceptons son départ. Ce sont des officiers membres du PCP, qui viennent arrêter le capitaine Luz.

Dans une barricade qui empêchait l'accès au fort, les gens avaient fabriqué une trentaine de cocktails en allant demander de l'essence aux pompistes de la ville (gratuitement). Mais les révisionnistes, et la situation dans le reste du pays, démobilisent peu à peu les gens (c'est un des rares endroits où la population résistait aux mesures). A 19 h, le capitaine Luz revient de Lisbonne avec les officiers qui doivent le remplacer : un major et un capitaine réactionnaire. La population présente exige de connaître leurs positions «êtes-vous là pour aider le peuple ? ou pour maintenir l'état de siège ?» Le major répond : «pour maintenir l'état de siège». Le comité de liaison de Lisnave propose alors une AG de soldats avec les commissions de travail-

MOYEN-ORIENT

onu: l'olp invitée

Malgré l'opposition des Etats-Unis et de l'Angleterre (et l'hypocrite abstention de la France), l'OLP a été invitée à participer au débat du conseil de Sécurité de l'ONU qui se demandait l'Egypte qui assistera à la discussion sur la plainte adressée par l'Egypte et le Liban à la suite des raids

israéliens sur le Liban. C'est un pas en avant pour l'OLP vers sa reconnaissance comme seul représentant du peuple palestinien, c'est un pas en avant pour le peuple palestinien vers la reconnaissance de ses droits nationaux, contre Israël. Rappelons que l'Assemblée générale a exigé que le 12 janvier

prochain, l'OLP participe au débat prévu sur la Palestine.

Au niveau des négociations, la situation à l'issue du voyage de Waldheim au Proche-Orient est toujours bloquée : les Etats-Unis ont repoussé les propositions soviétiques de relancer la conférence de Genève, et ont

proposé une pré-conférence sans l'OLP, repoussée par les Soviétiques. Si propositions et contre-propositions échouent, c'est qu'elles ont un point commun : l'appui à l'Etat d'Israël, le refus de reconnaître les droits du peuple palestinien, qui poursuit la lutte jusqu'au cœur des territoires occupés.

ASSOCIATION MEDICALE FRANCO-PALESTINIENNE

Les avions israéliens ont attaqué massivement une nouvelle fois le 2/12 les camps de réfugiés palestiniens au Liban. Il y a plus de 100 morts et des centaines de blessés, femmes, enfants, personnes âgées. Les besoins de la population et du Croissant Rouge Palestinien sont immenses et urgents. Il faut leur venir en aide morale et matérielle. Comme au Vietnam ce sont les techniques et les armes les plus modernes, made in USA, qui sont lancées contre la population civile, c'est l'effet de terreur qui est délibérément recherché. Il faut que l'opinion publique clame son indignation. L'AMFP (président : professeur Paul Milliez) adresse depuis 1 an des médicaments et du matériel médico-chirurgical au Croissant Rouge. Aidez-là. Adressez protestations et dons à l'AMFP 24, rue de la Réunion 20^e CCP 34 521 83